

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

ITALIE

Contre l'obligation du pass sanitaire pour tous les travailleurs !

Depuis quelque temps des organisations d'extrême droite, dont « Forza Nuova », formation fasciste bien connue, se mobilisent pour essayer de prendre la tête du mouvement hétérogène qui s'oppose aux mesures restrictives par lesquelles le gouvernement a caractérisé, dans une succession plutôt rapide, sa « lutte contre le Covid-19 » ; celle-ci s'étant finalement centrée sur une vaste campagne de vaccination formellement « non obligatoire », mais en fait imposée à tous les niveaux, comme l'a amplement démontré l'introduction du pass sanitaire.

Ces mesures impliquent des sanctions de plus en plus lourdes à l'encontre de ceux qui ne se font pas vacciner, en commençant par les médecins et les infirmières, puis le personnel scolaire et les étudiants, jusqu'à arriver, avec le dernier décret, à la suspension des salaires pour tous les travailleurs qui n'ont pas le pass sanitaire, rendu obligatoire pour aller au travail à partir du 15 octobre et au moins jusqu'au 31 décembre 2021, date d'expiration de l'état d'urgence décrété par le gouvernement. Le versement du salaire sera suspendu pour 2 mois et demi ; il s'agit d'une mesure particulièrement dure contre les travailleurs qui ne se vaccinent pas, non pas parce qu'ils redoutent la piqûre, non pas parce qu'ils sont anti-vaccination par principe, mais parce qu'ils expriment par ce refus une profonde méfiance dans la gestion gouvernementale de la pandémie et des soins de santé, avec un système d'obligation dicté par les intérêts économiques des grandes multinationales chimico-pharmaceutiques, et parce qu'ils voient dans ces mesures un contrôle social plus pesant de la classe dominante.

Selon les statistiques incluant à la fois les salariés et les indépendants, il y a environ 23 millions de travailleurs en Italie. Parmi eux, plus de 5 millions et demi toujours selon les statistiques, n'ont pas été vaccinés. La pression exercée par le gouvernement pour que 80% de la population soit vaccinée d'ici septembre (résultat qui n'a pas été atteint) et 100% (d'après des accords passés en 2014 avec les institutions internationales) d'ici la fin de l'année, compte tenu de la large opposition d'une grande partie de la population, a recours au chantage supplémentaire de la suspension du salaire de ceux qui ne veulent pas se faire vacciner. Le fait d'associer cette mesure au blocage simultané des licenciements pour ces travailleurs est un leurre pour duper une énième fois les travailleurs : c'est la carotte promise après le bâton !

Des milliers de personnes ont manifesté samedi 9 octobre, notamment à Rome et à Milan, contre le pass sanitaire.

Mais c'est l'attaque du siège national du syndicat CGIL à Rome par un groupe de militants de « Forza Nuova », soutenu par un millier de manifestants, qui a fait sensation. Il a été immédiatement clair que cet assaut avait été organisé à l'avance, tout comme une initiative similaire visant le Palazzo Chigi, le siège du gouvernement. Alors que les quelques policiers à l'entrée du local de la CGIL ont été facilement débordés et que les bureaux du syndicat ont été saccagés, le Palazzo Chigi était mieux gardé et les manifestants n'ont pas réussi à y pénétrer.

Toutes les forces démocratiques au pouvoir ont évidemment crié « non à la violence d'où qu'elle vienne ». Qui mettait en garde contre le fascisme, qui assimilait la violence fasciste à celle des manifestants « No-Tav » (opposants au TGV Lyon-Turin), et des « anti-vax », qui essayait d'établir un parallèle entre les manifestants de droite à Rome criant « non au pass sanitaire ! » et les manifestants menés par les syndicats de base scandant « les syndicats au service des patrons ! ». Il ne pouvait pas manquer non plus les accusations contre le gouvernement et le ministre de l'intérieur pour ne pas avoir prévu les émeutes, alors que dans les rues de Rome se trouvaient des militants de Forza Nuova et leurs dirigeants bien connus de la police.

En réponse à la violence des mesures gouvernementales résumées dans le « pass sanitaire », la foule petite-bourgeoise, pleine de colère et sujette à un malaise généralisé, intéressée à impliquer le prolétariat dans ses protestations, a été orientée contre les symboles qui représentent cette violence : le bâtiment du gouvernement et le principal syndicat italien, en profitant de l'imposition du pass sanitaire à tous les travailleurs.

Pourquoi attaquer le siège national de la CGIL ?

En fait ce syndicat, comme les autres syndicats CISL et UIL, s'est immédiatement rangé du côté du gouvernement

dans la campagne de vaccination et la mise en place du pass sanitaire ; il partage les mêmes motivations que l'organisation patronale Confindustria et le gouvernement sur la campagne de vaccination parce qu'il partage complètement leur objectif de reprise économique et de redémarrage de la machine capitaliste à profit. Il n'a donc pas organisé de mouvement de protestation contre la suspension des salaires des non vaccinés, cherchant au contraire un accord avec le gouvernement et demandant la gratuité des tests pour les travailleurs non vaccinés. Les syndicats ont été parfaitement cohérents dans leur travail collaborationniste anti-ouvrier qu'ils accomplissent depuis la Seconde Guerre mondiale, qui les a réduits à être des **agents des capitalistes et du pouvoir bourgeois**.

Les « syndicats de base » ont entièrement raison de les qualifier de serviteurs des patrons ; de son côté, l'extrême droite a beau jeu de désigner les trois syndicats comme coresponsables de l'imposition du pass sanitaire, mais, en dirigeant sa violence plus particulièrement contre le syndicat le plus important, la CGIL, elle cherche à menacer par avance le prolétariat pour le cas où il voudrait réagir par la lutte et les grèves indépendamment des syndicats collaborationnistes.

L'attaque contre la CGIL n'est pas due au fait qu'il s'agirait d'un syndicat de classe, comme l'était la CGL de 1921-22, qui organisait le prolétariat italien sur le terrain de la lutte des classes, ce qui la rendait perméable à l'influence du parti communiste dans la lutte pour la révolution ; elle est due au fait qu'il s'agit d'un syndicat collaborationniste qui s'agenouille trop devant le pouvoir et qui ne défend pas la « liberté de choix » de tous les citoyens, qu'ils soient ouvriers, capitalistes ou petits patrons.

Les forces parlementaires de gauche et du centre ont évidemment poussé des cris contre le « *fascisme* », contre le « *squadrisme* », en faisant l'éloge de la démocratie et de la Constitution, se faisant ainsi pour la énième fois les porte-paroles des intérêts de la conservation sociale.

Mais même les forces parlementaires de droite, la « Lega » et les « Fratelli d'Italia » en particulier, se sentent obligées d'affirmer être contre « *toute violence* » qui vient de « *quatre imbéciles* » et de « *quelques criminels* » (M. Salvini, *Lega*), ou de « *délinquants qui utilisent n'importe quel prétexte pour exercer une violence grave et inacceptable* » (G. Meloni, *Fratelli...*), ou encore d'anarchistes insurrectionnels ou de « No-Tav ». Le refrain habituel « contre toute violence » – sauf celle de l'Etat, qui doit au contraire être considérée comme légitime et incontestable – est entonné régulièrement par tous les politiciens blottis sous les grandes ailes de l'Etat dont dépendent leurs privilèges de caste, sauf à remuer le couteau dans la plaie pour obtenir un surplus d'avantages et de moyens de pression à des fins privées.

Les prolétaires ne doivent pas être dupes d'un « antifascisme » qui a l'objectif de lier encore plus fortement les travailleurs aux exigences toujours plus pressantes du profit capitaliste ; ils ne doivent pas se laisser bernier par les hymnes au pacifisme et à la collaboration interclassiste alors que la classe dominante, par l'intermédiaire de l'État et de toutes les forces politiques, économiques et sociales qui la défendent, manifeste constamment son mépris pour la vie des prolétaires.

La démonstration la plus frappante est celle des accidents et des morts au travail dus à l'absence systématique de mesures de sécurité ; rien que pour les huit premiers mois de 2021, selon l'INAIL, 349 449 accidents ont été signalés (+8,5% par rapport à la même période en 2020) avec pas moins de 772 cas mortels, soit 3 morts par jour !!!, et à cause non pas du Covid-19, mais de l'exploitation du travail salarié!

Il était évident dès le début de la pandémie, que l'action du gouvernement – dans tous les pays – a visé, d'une part, à parer d'une manière ou d'une autre à une situation qui s'aggravait de mois en mois et à laquelle il faisait face de manière chaotique et contradictoire ; et, d'autre part, à prendre rapidement des mesures pour sauver l'économie nationale et sa capacité à résister, sinon à vaincre, la concurrence des autres pays. Afin de défendre les intérêts de l'économie nationale que la pandémie avait plongée dans une crise plus profonde, le gouvernement – qui, sans surprise, assimilait la situation à un état de « guerre » – a dû plier le prolétariat aux besoins pressants du capitalisme national.

Les capitalistes savaient parfaitement que la crise économique, qui s'était aggravée sur le plan social à cause de la pandémie, pouvait pousser les masses prolétariennes à la révolte, car leurs conditions de vie et de travail, déjà considérablement détériorées au cours de la dernière décennie, allaient devenir encore plus difficiles. Les licenciements, et donc le chômage, sont en augmentation, tout comme la précarité de l'emploi, le travail sous-payé et le travail non déclaré. Et malgré l'arrêt de nombreuses activités dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'infection et la fermeture d'un grand nombre d'entreprises, d'autres entreprises ont continué à travailler à plein régime, soumettant leurs travailleurs à des rythmes de travail et des risques toujours plus sévères.

La crise économique – en dépit de la « reprise » tant vantée de ces derniers trimestres – a aussi ruiné une partie non négligeable de la petite bourgeoisie, dans les secteurs classiques où elle exerce ses activités (restauration, sport,

tourisme, spectacle, concerts, petite distribution), secteurs qui ont été durement impactés.

Et, comme souvent, ce sont ces couches sociales qui, à travers les partis qui expriment leur mécontentement, sont les premières à exprimer leur colère face à la dégradation de leur situation sociale. Une colère qui les unit et les pousse à descendre dans la rue; une colère qui s'étend aussi à certaines couches prolétariennes qui, ne trouvant pas de canaux de classe pour l'exprimer, rejoignent la petite bourgeoisie qui, souvent, est aussi leur « employeur ». Par ailleurs, ce sont les petits bourgeois eux-mêmes qui tentent d'associer le prolétariat à leur protestation parce qu'ils ont besoin de la renforcer et de montrer que c'est « le peuple » qui manifeste et demande au gouvernement et aux puissances économiques de le sauver de la ruine.

Mais les prolétaires, en tant que **salariés**, en tant que travailleurs **sans réserves**, dont la vie est à la merci d'un marché où les malheurs sont tous canalisés vers les classes ouvrières et les profits et privilèges vers les classes riches et aisées, n'ont aucun intérêt commun avec les petits bourgeois, et encore moins avec les grands. Leurs intérêts immédiats, et à plus forte raison leurs intérêts « historiques », en tant que classe productrice de la richesse générale que s'approprie la classe bourgeoise dominante, répondent à un antagonisme social qu'ils n'ont pas inventé, mais qui est engendré par le mode de production capitaliste et qui est utilisé politiquement et socialement par la classe dominante pour les forcer à une soumission perpétuelle aux exigences du profit.

La classe bourgeoise dominante détient le pouvoir économique et politique, représenté par l'État, et donc le pouvoir social; pouvoirs qu'elle utilise pour défendre ses intérêts de classe contre ceux de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'**elle mène systématiquement la lutte contre la classe prolétarienne**, comme ces dernières mesures le démontrent pour la énième fois.

Pour que la lutte prolétarienne ait la force de répondre sur le même terrain et avec les mêmes moyens violents que la classe dominante bourgeoise, elle doit pouvoir s'appuyer sur l'**organisation de classe indépendante du prolétariat**; celle-ci est encore à reconstruire, mais elle naîtra inévitablement de la résistance que les prolétaires parviendront à opposer à la pression et à la répression croissantes de la bourgeoisie. Une lutte dans laquelle les prolétaires devront surmonter la concurrence entre eux qui est alimentée à dessein par les capitalistes et les forces de collaboration interclassiste, en séparant les objectifs et les moyens de la lutte de classe de ceux des couches sociales petites bourgeoises qui influencent le prolétariat en raison de leur proximité sociale; couches sociales qui ne se rebellent contre « le système », contre « la politique » du gouvernement que lorsqu'elles risquent de sombrer dans la prolétarianisation, perdant leur position sociale et leurs privilèges.

Les prolétaires qui se laissent entraîner dans la rébellion petite-bourgeoise y perdent non seulement leur orientation de classe – la seule qui permet de défendre leurs intérêts immédiats – mais aussi la force qu'ils possèdent potentiellement précisément parce qu'ils sont salariés, parce qu'ils sont la source du profit capitaliste et donc producteurs de la richesse de la société.

La démocratie, le réformisme, la collaboration de classe, sont des armes politiques que la bourgeoisie utilise pour atténuer un antagonisme social que le mode de production capitaliste lui-même génère constamment – et que la bourgeoisie réitère dans chaque acte et dans chaque activité dans toutes les situations, surtout les plus graves; un antagonisme qui peut potentiellement mettre en mouvement les masses prolétariennes lorsque leurs conditions d'existence et de travail deviennent insupportables.

C'est de ce mouvement social que la bourgeoisie a peur, du réveil du prolétariat en tant que classe salariée, de son action après avoir constaté que l'adversaire n'est pas l'immigré sans papiers, le chômeur qui par rage met le feu aux poubelles, ou les prolétaires du pays désigné comme « ennemi », mais « sa propre » classe bourgeoise, prête à utiliser tous les moyens, légaux ou illégaux, constitutionnels ou anticonstitutionnels, pour défendre ses intérêts.

L'autoritarisme manifesté par la bourgeoisie sous le prétexte de la « lutte contre la Covid » fait partie intégrante de son pouvoir; le parlementarisme et la démocratie dont elle se pare ne sont qu'un manteau recouvrant la réalité de sa dictature de classe. La bourgeoisie des pays occidentaux « civilisés » ne montre pas, du moins jusqu'à présent, son véritable visage totalitaire: elle n'a aucun intérêt à le faire tant que le régime démocratique parvient à paralyser les masses prolétariennes. Elle utilise le masque démocratique pour continuer à tromper les prolétaires, pour les détourner du terrain de l'affrontement de classe vers celui qui lui est favorable, le terrain démocratique et parlementaire. Mais une grave crise économique et sociale, anticipée par les crises cycliques de surproduction qui caractérisent toute la période historique de l'impérialisme dans laquelle nous sommes plongés depuis cent ans, s'approche à nouveau à grands pas. C'est pourquoi la bourgeoisie tend à accélérer ses manœuvres pour paralyser toujours davantage le prolétariat, en l'écrasant sous le poids de ses exigences économiques, politiques et sociales, en l'intoxiquant encore davantage avec le poison d'une démocratie qui n'a plus aucun rôle social positif, mais qui continue à avoir un rôle

politique en détournant, isolant, fragmentant et démoralisant les masses prolétariennes.

Les réactions au gouvernement Draghi, qui affirme suivre une politique d' « unité nationale » pour embrigader les masses prolétariennes, alors que sa priorité dans la crise est la défense du grand capital, expriment donc, et avec violence, la colère des couches petites bourgeoises qui se sentent abandonnées à leur sort. C'est sur la base de cette colère que les organisations d'extrême droite agissent comme elles l'ont toujours fait et qu'elles continueront à faire.

Elles jouent en fait un double rôle : d'une part, elles attisent la colère des petits bourgeois, elles les organisent, dirigent leurs manifestations, en leur donnant l'illusion que l'ennemi du jour est ce qu'on appelle les « élites » – ces couches, idéalisent un patriotisme que les élites nationales ne défendraient pas au niveau international, sont prêts à s'attaquer aux symboles et aux représentations de ceux qu'elles considèrent comme responsables de leur ruine sociale ; d'autre part, ces organisations fournissent le prétexte idéologique et politique aux forces « démocratiques » pour cimenter les masses prolétariennes sur le terrain de la collaboration de classe au nom de l' « antifascisme », de l' « antitotalitarisme ».

Mais les uns comme les autres œuvrent à la consolidation de la conservation sociale, aspirant à une société dans laquelle toutes les classes sociales satisfassent « leurs » aspirations, ils défendent le capitalisme national face à la concurrence étrangère ; les uns comme les autres utilisent la démocratie pour s'imposer dans l'arène politique comme les champions de l'efficacité économique, de l'habileté politique, de la « cohésion nationale », de la défense des racines historiques et culturelles du pays.

Les uns comme les autres sont fidèles à la politique qui a marqué et marque encore la victoire politique du fascisme, malgré sa défaite militaire lors de la Seconde Guerre mondiale : la politique de **collaboration des classes**.

S'attaquer aux symboles de l'autoritarisme du gouvernement Draghi est devenu l'objectif immédiat de nombreux opposants, le pass sanitaire étant sans aucun doute l'un de ces symboles.

Mais il y a opposants et opposants. Les opposants petits bourgeois se réjouissent lorsque les immigrés sans papiers sont emprisonnés, expulsés, parqués dans des camps de concentration loin des regards, renvoyés dans les pays d'où ils ont embarqué, peut-être en Libye aux mains de tortionnaires, ou ne sont pas secourus en mer où ils se noient par milliers. L'important est que tout cela se passe loin de leurs yeux et de leurs maisons ; et s'ils s'approchent trop près, les fusils et les pistolets sont à portée de main. Cela n'empêche pas de les exploiter pire que du bétail la campagne ou dans les ateliers, sous le chantage de leur « illégalité », les forçant à vivre dans des bidonvilles et au milieu des ordures. Afin d'être libres de mener leur vie mesquine et d'exploiter à leur guise le travail au noir et le travail sous-payé, ces sangsues n'aiment pas les impositions qui mettent en péril leurs sales affaires. Ils fraudent le fisc par le biais de comptables astucieux, mais le pass sanitaire est difficile à contourner et ils tentent donc de renforcer leur protestation en impliquant les prolétaires. C'est aussi contre cette implication que les prolétaires doivent se battre.

L'exemple des dockers de Trieste est emblématique ; la Coordination des dockers de Trieste a annoncé une grève illimitée à partir du 15 octobre, si l'obligation du pass sanitaire n'était pas levée non seulement pour les dockers du port, mais pour tous les travailleurs. C'est cette approche résolument de classe qui leur a fait déclarer qu'ils n'accepteront même pas les tests gratuits promis par les entreprises uniquement pour eux s'ils vont travailler : « *Nous ne sommes pas à vendre !* », est le cri qui unit tous les dockers de Trieste, ceux qui ont été vaccinés comme ceux qui ne veulent pas l'être.

C'est ce que les prolétaires doivent faire dans toutes les entreprises, dans tous les secteurs, en suivant cet exemple.

Nous verrons ce qui va se passer à Trieste le 15 octobre ; les dockers ont déclaré qu'ils ne céderont pas d'un pouce sur le blocus du port. La police va-t-elle intervenir pour en libérer par la force les accès ? Il semble que de nombreux chauffeurs de camions qui doivent se rendre au port n'ont pas non plus de pass sanitaire, notamment ceux qui viennent de l'étranger et qui ont été vaccinés avec le « Spoutnik » russe, qui n'est pas accepté par l'Italie.

Il est certain que la tension s'est accumulée au cours de cette dernière période et que le gouvernement se trouve à la croisée des chemins : écraser les dockers de Trieste pour éviter le blocage du port qui est l'un des plus importants d'Italie, ou y sursoir en trouvant l'excuse habituelle d'une « situation exceptionnelle » ?

parti communiste international

Correspondance:

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 www.pcint.org

- Imp. Spé. - 13/10/2021 supplément au *Proletaire* n° 541

Lisez la presse communiste internationaliste: Le Proletaire / Programme Communiste / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian